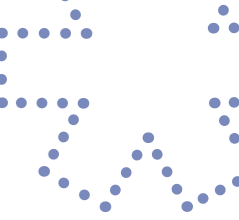




Observatoire du Transport Sanitaire 2014

kpmg.fr





Edito

Marc Basset, Associé,
Responsable du secteur Transport sanitaire

C'est avec un grand plaisir que nous vous présentons l'Observatoire du Transport Sanitaire 2014.

Nous avons réalisé, cette année, la 12^e édition de cet Observatoire économique relatif à l'évolution de l'activité et des résultats des entreprises de transport sanitaire.

Cet Observatoire est un outil principalement destiné à des chefs d'entreprise du secteur. Il leur permet de mesurer et d'analyser la performance de leurs entreprises et de se comparer. Il permet également à l'ensemble des acteurs du secteur de la santé de s'informer sur les enjeux et les difficultés réelles rencontrées par ce métier.

Depuis quelques années, le secteur du transport sanitaire, malgré une évolution de son chiffre d'affaires, rencontre des difficultés croissantes.

La croissance des services de transport sanitaire est structurellement portée par le vieillissement de la population et l'évolution de l'organisation hospitalière : restructurations hospitalières, sorties plus précoces, recours accru aux hospitalisations de jour ; cette tendance tend toutefois à être nuancée par la recherche d'optimisation dans l'utilisation des moyens mis en œuvre par les établissements de santé en relation avec les ARS et les entreprises.

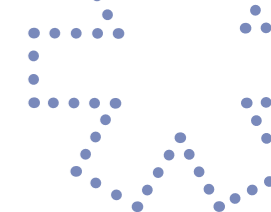
Cet accroissement structurel d'activité ne s'est pas traduit, bien au contraire, par une amélioration des performances, les entreprises devant faire face à un accroissement régulier de leurs coûts d'exploitation : personnel, véhicules, respect des normes techniques et sanitaires.

Une meilleure organisation des transports est incontournable afin de répondre aux attentes des patients (fluidité et qualité du parcours de soins), à la gestion des capacités hospitalières (optimisation des flux de patients) et à l'impératif de gain de productivité des entreprises de transport sanitaire (optimisation des flux de transports, maîtrise des coûts).

Vous trouverez dans cette étude les grandes tendances observées depuis quelques années.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de cet Observatoire du transport sanitaire 2014.

Sommaire



Les tendances macro-économiques	4
Perspectives du marché	4
Périmètre de l'étude: nombre de sociétés.....	6
Périmètre de l'étude: chiffre d'affaires en 2013.....	7
Croissance du chiffre d'affaires global	8
Croissance du chiffre d'affaires par taille d'entreprise.....	10
Évolution de la répartition du chiffre d'affaires.....	12
Taux de valeur ajoutée : Richesse créée par l'entreprise	14
Évolution des frais de personnel	16
Part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires	18
Part des frais de personnel dans la valeur ajoutée et emplois.....	20
Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires.....	22
Résultat et taux de résultat net	24
Bilan économique.....	26
Rentabilité économique	28
Conclusion de l'analyse quantitative	30

Analyse Qualitative	32
Méthodologie	32
Périmètre du panel	33
Répartition du chiffre d'affaires par activité	35
Les grandes tendances	36
Compte de résultat agrégé.....	38
Taux de valeur ajoutée : richesse créée par l'entreprise	40
Frais de personnel/chiffre d'affaires	41
Part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires	42
Répartition du personnel et nombre de DEA.....	44
La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires	45
Focus sur les investissements et leur mode de financement	46
Conclusion de l'analyse qualitative	47
Conclusion générale.....	48

Les tendances macro-économiques



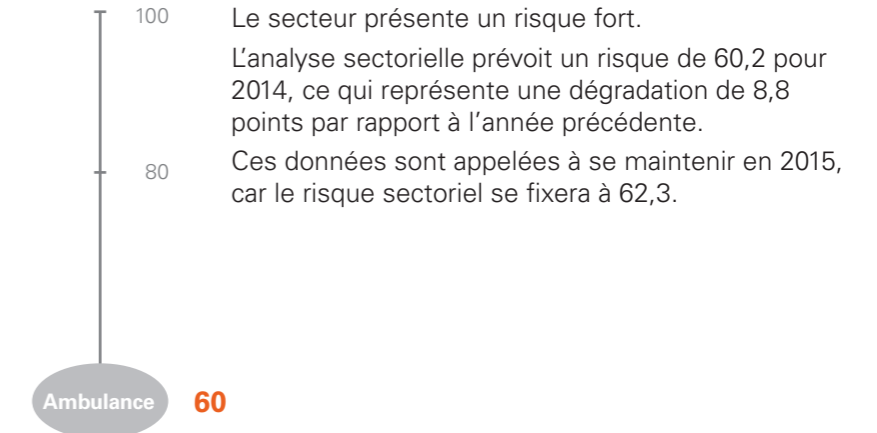
1 Perspective du marché - Xerfi Risk

L'indicateur Xerfi Risk synthétise l'analyse de Xerfi sur chaque secteur et restitue une note correspondant à une probabilité de défaillance.

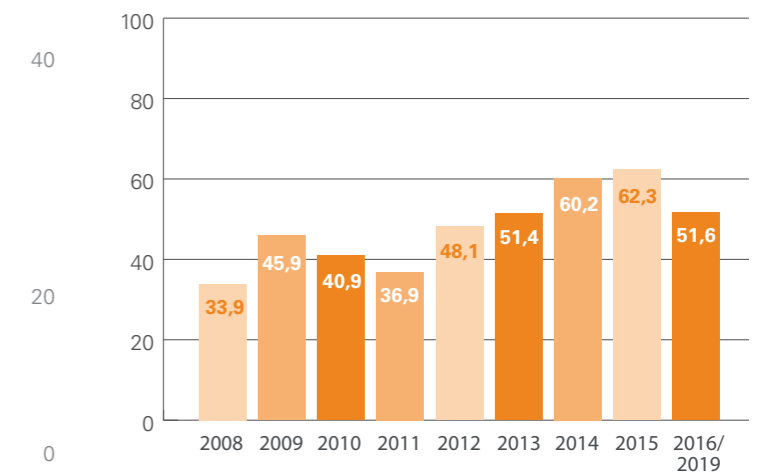
Cette probabilité correspond au rapport entre le nombre d'entreprises défaillantes et le nombre d'entreprises totales du secteur. Ce rapport est converti en une note de risque selon une échelle identique pour tous les secteurs :

- Une note comprise entre **0 et 20** signifie que les entreprises du secteur ont une probabilité de défaillance quasi nulle.
- Une note comprise entre **21 et 40** signifie que la probabilité de défaut reste acceptable.
- Une note comprise entre **41 et 60** signifie que la probabilité de défaut est moyenne.

- Une note comprise entre **61 et 80** signifie que la probabilité de défaut est très significative par rapport au reste de l'économie.
- Une note comprise entre **81 et 100** signifie que la probabilité de défaillance se situe à un niveau très alarmant.



Xerfi Risk - Données mensuelles et instantanées



2 Périmètre de l'étude : nombre de sociétés

L'étude a été réalisée sur l'évolution du secteur du transport sanitaire entre 2011 et 2013.

Le panel a été constitué sur la base de deux critères :

- Code NAF 8690A
- Comptes déposés et disponibles : 2011, 2012, 2013

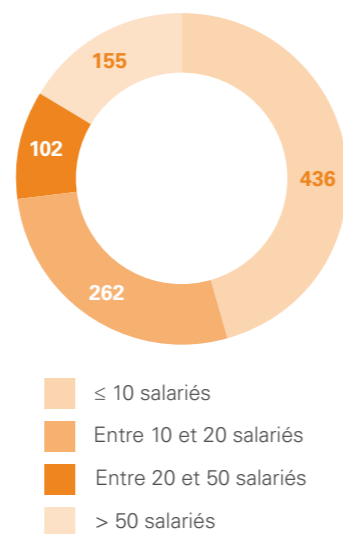
L'étude porte sur un panel de 955 sociétés publiant leurs comptes.

Les sociétés observées dans ce panel réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 732 M€.

Approche nouvelle de l'étude :

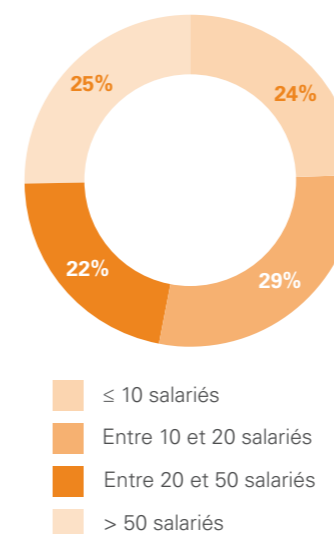
1. Les tranches d'effectif retenues sont celles de la base de données Diane en fonction des effectifs déclarés dans les liasses fiscales.
2. Les sociétés appartenant à un groupe ont été affectées à la tranche des plus de 50 salariés quel que soit leur effectif propre.

Nombre de sociétés du panel



3 Chiffre d'affaires en 2013

Répartition du chiffre d'affaires 2013 par typologie de société



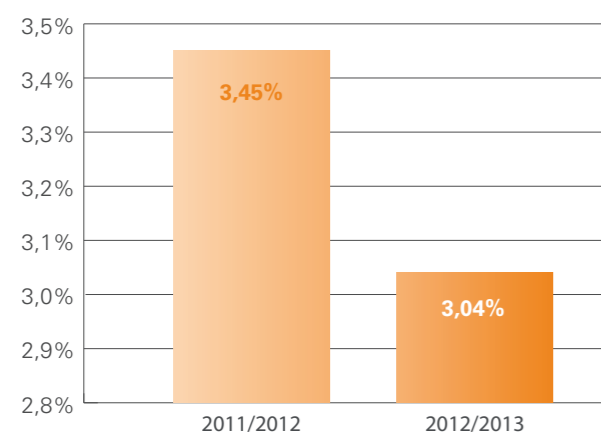
	Nombre de sociétés du panel	Pourcentage
≤ 10 salariés	436	45,7
Entre 10 et 20 salariés	262	27,4
Entre 20 et 50 salariés	102	10,7
> 50 salariés	155	16,2
Total	955	100

	Chiffre d'affaires cumulé 2013 (en M€)	Pourcentage
≤ 10 salariés	180	24,51
Entre 10 et 20 salariés	211	28,82
Entre 20 et 50 salariés	159	21,65
> 50 salariés	183	25,02
Total	732	100

Certaines sociétés de taxis intervenant dans le secteur du transport sanitaire relèvent du code NAF 4932Z

4 Croissance du chiffre d'affaires global

Taux de croissance du chiffre d'affaires



Le secteur poursuit sa croissance. L'activité a progressé de 3,45 % entre 2011 et 2012 et de 3,04 % entre 2012 et 2013.

La croissance en 2012 et en 2013 a été impactée par les revalorisations tarifaires négociées en juillet 2011 :

60 % de la revalorisation tarifaire a été appliquée au 1^{er} avril 2012 et 40 % a été appliquée au 1^{er} février 2013.

Pour mémoire, la précédente négociation conclue avait impacté les années 2008 et 2009. Les années 2010 et 2011 ont été marquées par une absence d'évolution des tarifs en ambulance et en VSL.

L'analyse des différentes données disponibles permet de constater qu'en 2013, la part de la croissance entre le prix et le volume s'est décomposée comme suit :

L'impact de l'augmentation des tarifs en 2013 représente 1,97 point sur les 3,04 % de croissance constatée.

En dehors de l'effet prix, les activités Ambulances et VSL n'ont évolué que de + 0,45 % en volume en 2013.

L'activité Taxi, pour sa part, a continué sa croissance avec un effet volume de + 5 %.





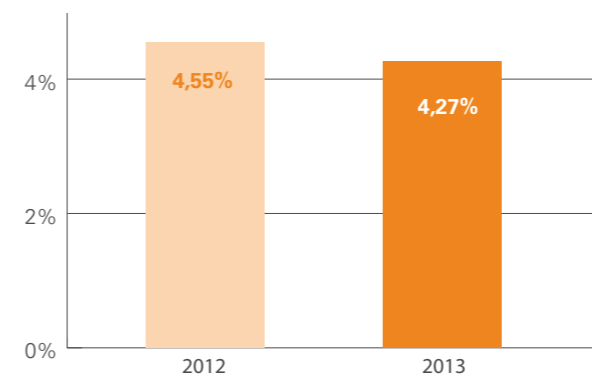
Croissance du chiffre d'affaires par taille d'entreprise

Les évolutions d'une année sur l'autre sont variables selon les tailles :

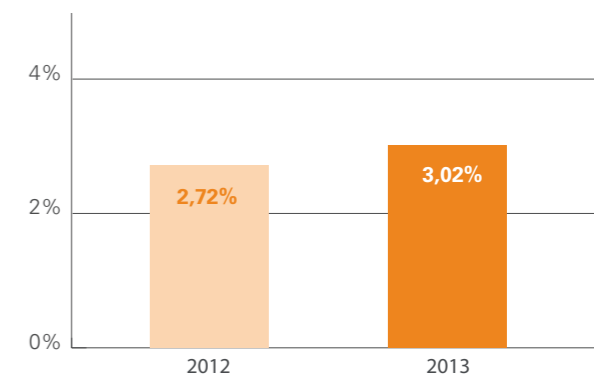
- Les sociétés de moins de 10 salariés connaissent une croissance régulière de 4,55 % entre 2011 et 2012 et de 4,27 % entre 2012 et 2013,
- Les sociétés de 10 à 20 salariés ont connu une croissance entre 2011 et 2012 de 2,72 % puis de 3,02 % entre 2012 et 2013,
- Les sociétés de 20 à 50 salariés ont connu une forte croissance entre 2011 et 2012 de 4,13 % puis une inflexion à 2,98 % entre 2012 et 2013,
- Cette tendance est plus marquée pour les sociétés de plus de 50 salariés qui ont connu une croissance de 2,69 % entre 2011 et 2012 contre une croissance plus faible s'établissant à 1,96 % entre 2012 et 2013.

C.A. (En %)	2012	2013
≤ 10 salariés	4,55	4,27
Entre 10 et 20 salariés	2,72	3,02
Entre 20 et 50 salariés	4,13	2,98
> 50 salariés	2,69	1,96
Total panel	3,45	3,04

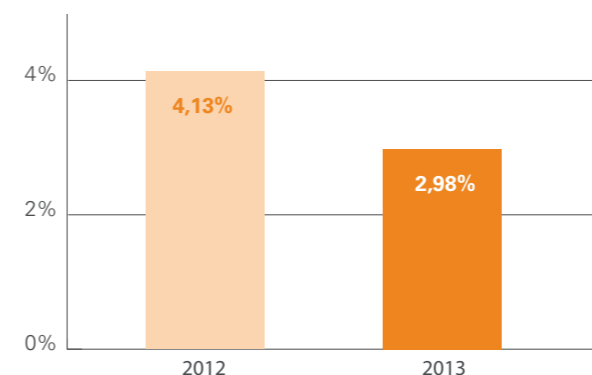
≤ 10 salariés



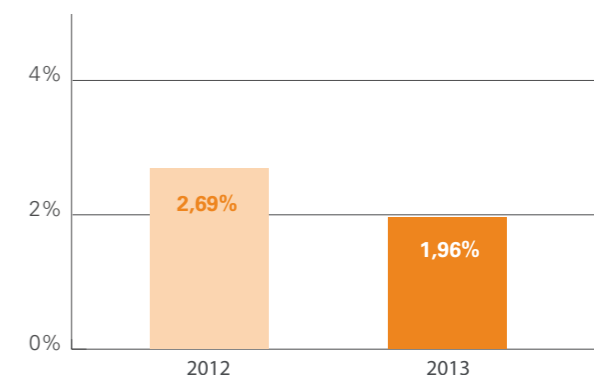
Entre 10 et 20 salariés



Entre 20 et 50 salariés



> 50 salariés



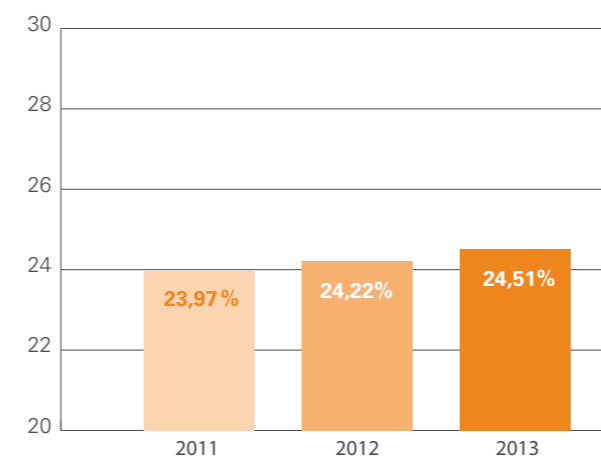
6 Évolution de la répartition du chiffre d'affaires



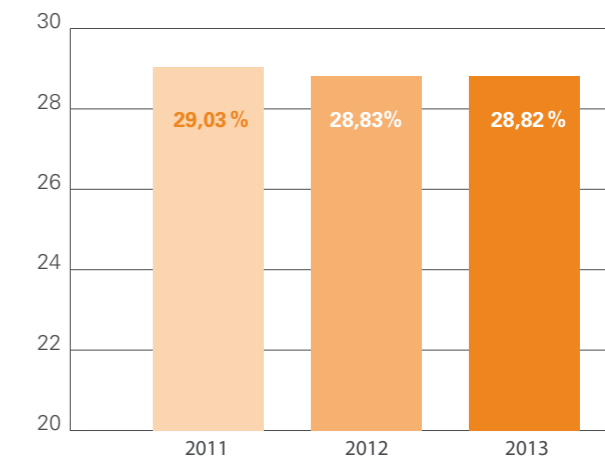
Compte tenu de ce que l'on vient d'observer précédemment, la répartition des sociétés en fonction du chiffre d'affaires reste relativement stable sur les 3 dernières années.

La répartition entre les différents segments observés est équilibrée. La part des moins de 10 salariés est inférieure à 25 %, celle des plus de 50 salariés est de 25 %

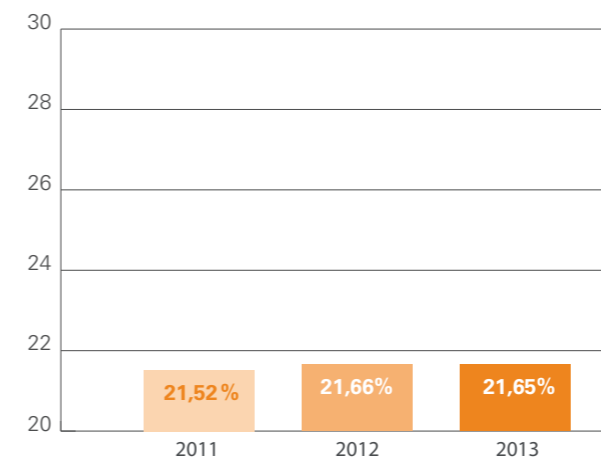
≤ 10 salariés



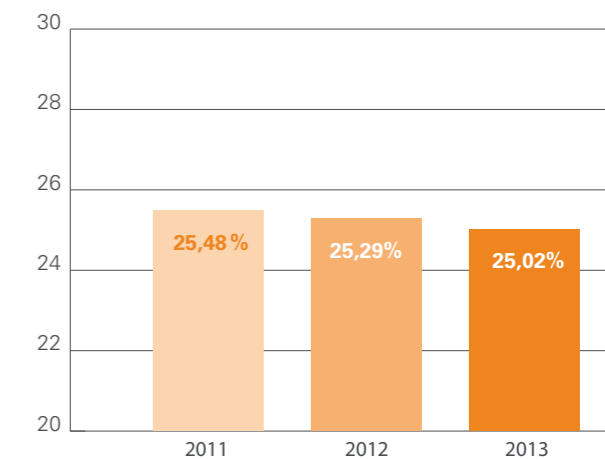
Entre 10 et 20 salariés



Entre 20 et 50 salariés



> 50 salariés





Taux de valeur ajoutée (retraité des charges holding et du crédit-bail)

Richesse créée par l'entreprise

La valeur ajoutée créée donne une approche du poids économique de l'activité.

La valeur ajoutée a été retraitée des charges de crédit-bail (3,3 % du chiffre d'affaires) et des prestations de holding (5,5 % du chiffre d'affaires) (Estimations faites à partir du panel d'entreprises retenues dans la partie qualitative de l'étude).

La valeur ajoutée augmente en valeur de 4,2 % en 2013.

L'extrapolation au secteur d'activité permet d'estimer la valeur ajoutée du secteur à 2 400 M€.

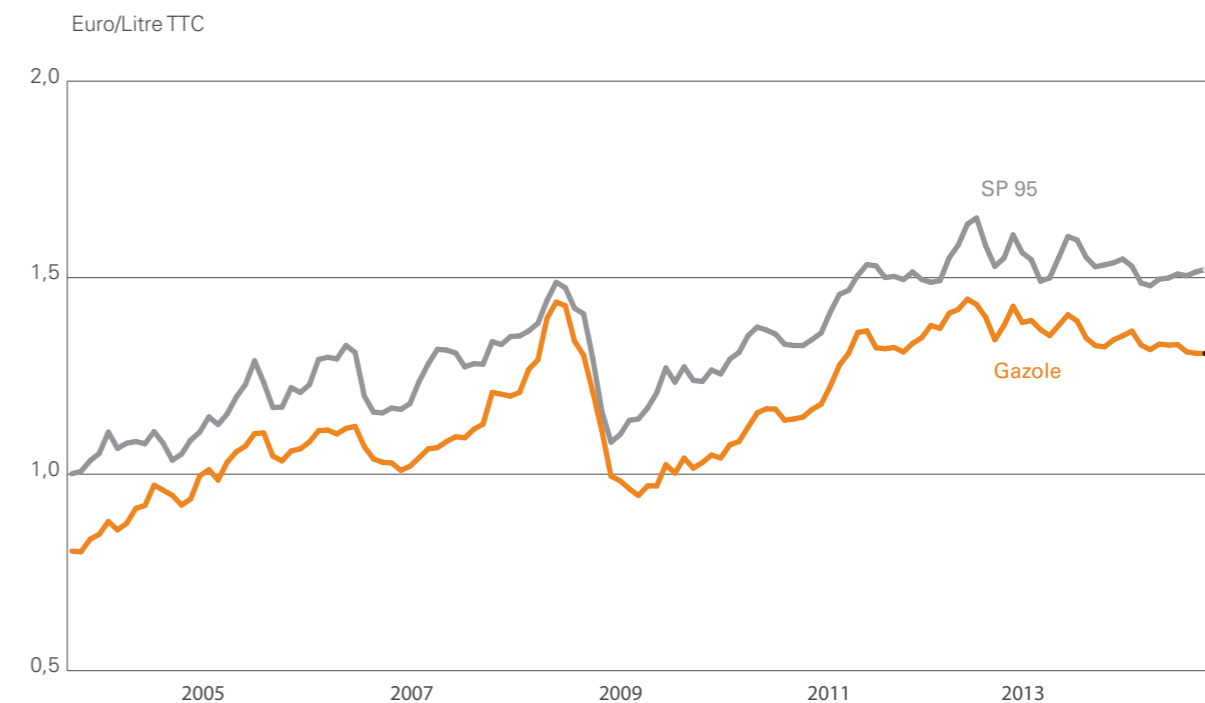
Le taux de valeur ajoutée progresse de 1 point entre 2011 et 2013. Il passe de 77,32 % en 2011 à 78,36 % en 2013, soit +1,04 point.

Cette variation est principalement la conséquence de la stabilisation du coût moyen du carburant sur 2013.

Valeur ajoutée (M€)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	127	133	140
Entre 10 et 20 salariés	155	159	165
Entre 20 et 50 salariés	116	122	127
> 50 salariés	133	137	142
Total panel	531	551	574

Taux de valeur ajoutée (En %)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	77,11	77,41	78,00
Entre 10 et 20 salariés	77,61	77,54	78,37
Entre 20 et 50 salariés	78,70	79,15	79,87
> 50 salariés	76,01	76,33	77,39
Total panel	77,32	77,55	78,36

Évolution des prix des carburants à la pompe en France de 2004 à 2014



Source : www.developpement-durable.gouv.fr

8 Évolution des frais de personnel (retraités des charges holding)

Les frais de personnel ont été retraités à hauteur de 5,50 % du chiffre d'affaires au titre des prestations holding. Les prestations holding comptabilisées en charges externes sont reclassées en frais de personnel.

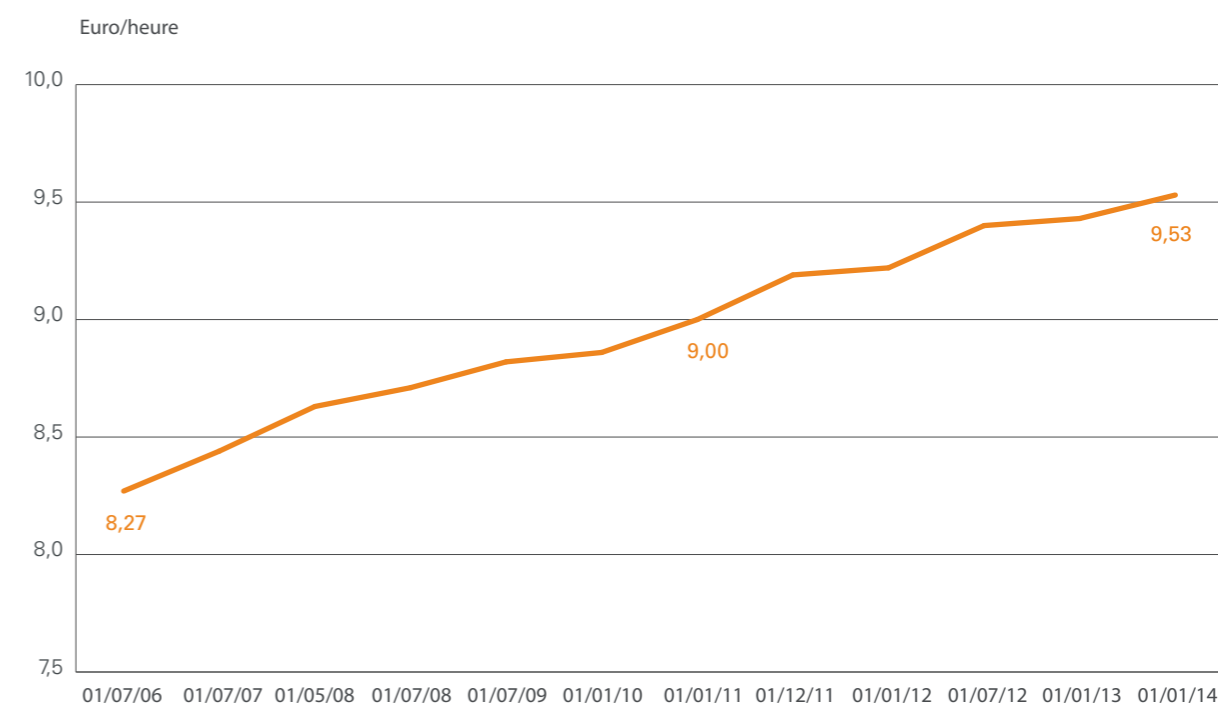
Les frais de personnel augmentent de près de 4,9 % entre 2011 et 2012 et de "seulement" 2,54 % entre 2012 et 2013 passant de 457 M€ en 2012 à 468,60 M€ en 2013.

Frais de personnels retraités (M€)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	98,9	105,0	109,8
Entre 10 et 20 salariés	127,7	132,3	136,2
Entre 20 et 50 salariés	97,0	103,1	105,3
> 50 salariés	112,0	116,7	117,3
Total panel	435,7	457,0	468,6

La mise en place du CICE (représentant 4 % des rémunérations brutes versées ne dépassant pas 2,5 fois le SMIC) a permis de minimiser le coût de l'impact des recrutements nécessaires, de la hausse du SMIC et des charges sociales.

Globalement, le CICE a représenté une économie de charge pouvant être estimée pour le secteur d'activité à 35 M€ en 2013. Il convient de remarquer toutefois que cette économie ne donnera pas lieu à un impact en termes de trésorerie qu'en 2014.

Évolution du taux du SMIC en France de 2006 à 2014



Source: www.cneap.fr



9 Part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires

Les frais de personnel représentent 63,97 % du chiffre d'affaires en 2013 contre 64,29 % en 2012, soit une baisse de 0,32 point.

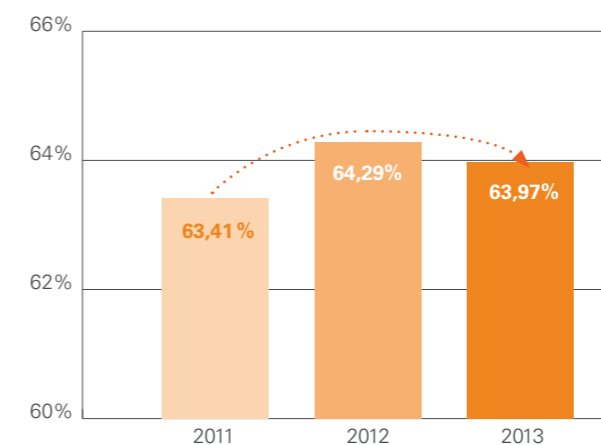
Quote-part des frais de personnel dans le C.A. (En %)

	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	60,06	60,96	61,15
Entre 10 et 20 salariés	64,00	64,56	64,53
Entre 20 et 50 salariés	65,63	66,94	66,42
> 50 salariés	64,00	64,92	63,98
Total panel	63,41	64,29	63,97

Les entreprises de + 50 salariés ont une quote-part de frais de personnel dans le C.A. identique à la moyenne du panel.

Le surcoût de l'application des règles sociales et fiscales est compensé par les gains de productivité réalisés et le CICE.

Évolution de la quote-part des frais de personnel dans le C.A.

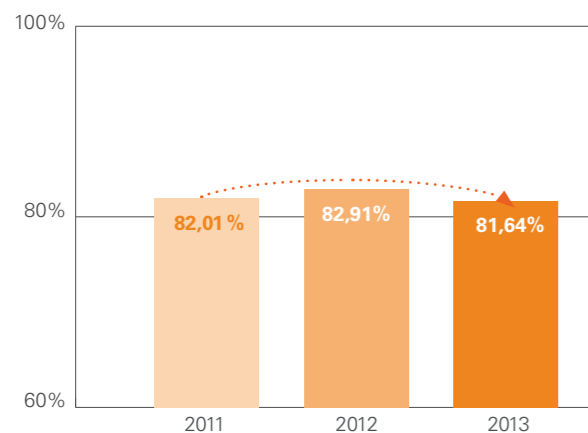


10 Part des frais de personnel dans la valeur ajoutée et emplois

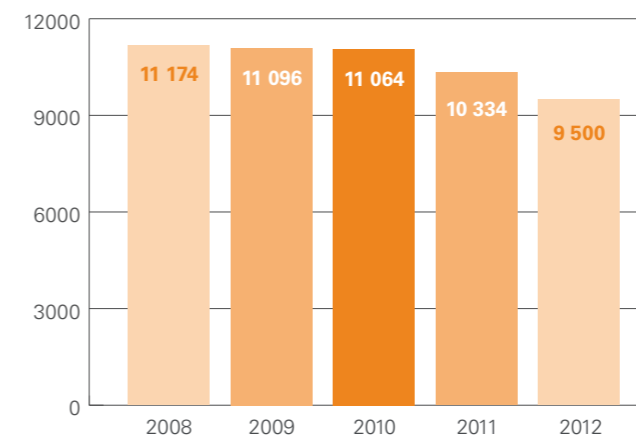
Les frais de personnel représentent 81,64 % de la valeur ajoutée en 2013 contre 82,91 % en 2012. L'effectif du secteur est proche de 55000 salariés.

Dans ce domaine d'activité, secteur de prestations de services, les frais de personnel absorbent 82 % de la valeur ajoutée, la quote-part restante doit permettre de financer l'investissement, de payer les frais financiers et l'impôt sur les sociétés et enfin de rémunérer le risque pour l'actionnaire.

Part des frais de personnel dans la VA



Nombre de recrutements



Source : OPTL - Rapport 2013

Malgré les besoins grandissants de la profession, le nombre de recrutements diminue légèrement chaque année, passant de 11 174 à 9 500 recrutements en 2012 (chiffres 2013 non connus à ce jour).



11 Part de l'EBE (retraité du crédit-bail) dans le chiffre d'affaires

(Excédent Brut d'Exploitation)

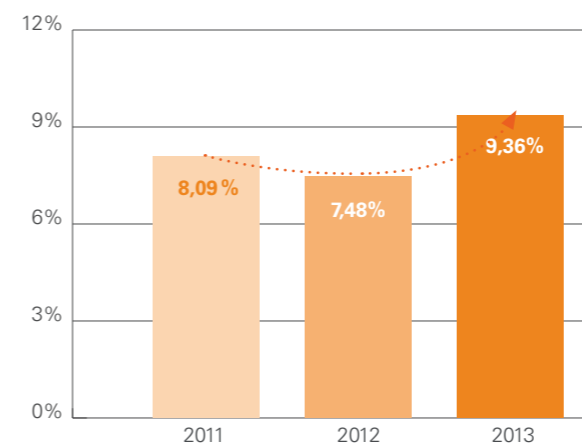
L'excédent brut d'exploitation représente la trésorerie qui sera dégagée par l'exploitation, une fois les créances et dettes d'exploitation réglées. La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires augmente entre 2012 et 2013, il augmente de 1,07 point et retrouve un niveau légèrement supérieur à celui de 2011.

Cette hausse signifie que les frais de personnel et les impôts & taxes ont augmenté moins vite que le chiffre d'affaires et ce notamment du fait du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE).

EBE retraité (En K€)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	23	23	25
Entre 10 et 20 salariés	20	19	22
Entre 20 et 50 salariés	14	13	15
> 50 salariés	14	13	17
Total panel	71	69	79

Part EBE dans le C.A. (En %)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	14,23	13,49	13,78
Entre 10 et 20 salariés	9,93	9,45	10,28
Entre 20 et 50 salariés	9,35	8,17	9,41
> 50 salariés	8,09	7,48	9,36
Total panel	10,36	9,65	10,72

FOCUS + 50 salariés: Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires



Les entreprises de + 50 salariés ont une part d'EBE dans le C.A. inférieure à la moyenne. Compte tenu du précédent constat sur les frais de personnel, il est important de remarquer que les gains de productivité réalisés par ces entreprises sont directement absorbés par les coûts sociaux supplémentaires liés à leur taille.



12 Résultat et Taux de résultat net

Résultat net (M€)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	10,2	8,5	10,1
Entre 10 et 20 salariés	5,9	5,4	8,2
Entre 20 et 50 salariés	4,6	4,2	5,9
> 50 salariés	3,8	4,7	6,6
Total panel	24,4	22,7	30,9

Taux de résultat net (En %)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	6,17	4,95	5,64
Entre 10 et 20 salariés	2,94	2,62	3,90
Entre 20 et 50 salariés	3,11	2,70	3,73
> 50 salariés	2,17	2,60	3,60
Total panel	3,55	3,20	4,22

Le résultat net cumulé des sociétés observées connaît un regain en 2013 passant de 22,70 M€ en 2012 à 30,9 M€ en 2013.

De même, la part du résultat net dans le chiffre d'affaires augmente et atteint 4,22 % en 2013 contre 3,20 % en 2012, soit +1 point.

En ce qui concerne l'année 2012, une étude faite par le cabinet Xerfi, au cours du 1^{er} semestre 2014, a constaté un taux de résultat net moyen de 2,30 % (panel de 1 150 entreprises). Dans cette même étude, Xerfi indique que 1/5^e des entreprises étaient en perte.

Pour 2013, le CICE explique à lui seul le redressement constaté, il représente environ 1/3 des résultats nets des sociétés.

Hors CICE, on peut estimer que le résultat net se serait établi en baisse à moins de 3 % du chiffre d'affaires.



13 Bilan économique* (Crédit-bail retraité)

Dans ce bilan économique, les biens pris en crédit-bail ont été retraités comme des biens en pleine propriété faisant donc partie de l'actif immobilisé.

La valeur de ces biens en crédit-bail a été retenue pour 15 % du chiffre d'affaires. Cette valeur correspond à :

- Une répartition du chiffre d'affaires pour 60 % en ambulance et 40 % en VSL et Taxi,
- Une répartition des financements effectués au cours des dernières années pour 50 % en crédit-bail et en location financière,
- Un prix moyen ambulance de 55-60 K€ TTC,
- Un prix moyen VSL - Taxis de 15-20 K€ HT.

L'actif économique est composé exclusivement de l'actif immobilisé. Le besoin en fonds de roulement est proche de zéro dans ce secteur d'activité.

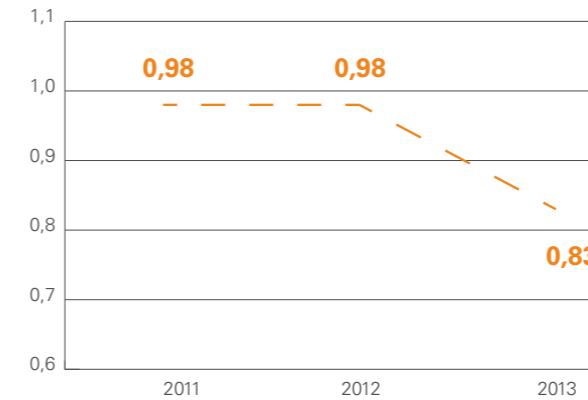
Il est à noter que la tendance est au désendettement des entreprises du secteur. La situation financière tendue de 2012 (gearing proche de 1) s'améliore légèrement en 2013.

Total capitaux investis (En %)	2011	2012	2013
Actif immobilisé	101,77	102,08	101,60
Besoin en fonds de roulement	-1,77	-2,08	-1,60
Total des capitaux investis	100	100	100

Total des financements (En %)	2011	2012	2013
Fonds propres	50,53	50,44	54,77
Dettes financières nettes	49,47	49,56	45,23
Total des financements	100	100	100

*Situation financière

Évolution du ratio d'endettement



14 Rentabilité économique

La rentabilité économique mesure la capacité de l'activité à dégager un résultat pour un niveau d'investissement donné.

Elle est la combinaison de deux ratios :

Le taux de profitabilité (Résultat d'Exploitation/C.A.)

Taux de profitabilité (En %)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	6,33	5,74	5,92
Entre 10 et 20 salariés	3,66	3,18	4,03
Entre 20 et 50 salariés	3,67	2,88	4,06
> 50 salariés	2,55	2,62	3,81
Total panel	4,02	3,59	4,45

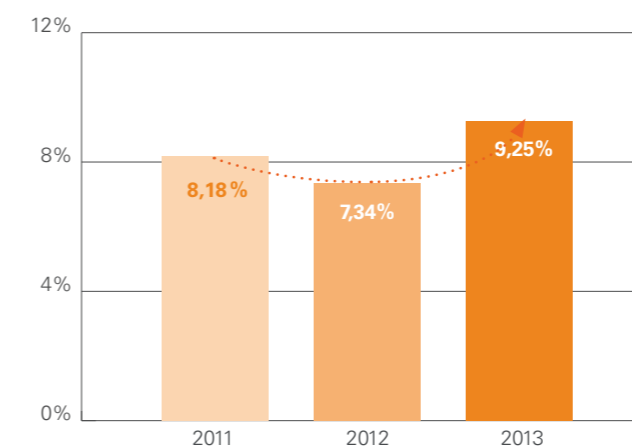
La rotation de l'actif économique (C.A. réalisé en fonction du capital investi)

	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	1,84	1,79	1,86
Entre 10 et 20 salariés	2,07	2,09	2,11
Entre 20 et 50 salariés	2,02	2,04	2,10
> 50 salariés	2,24	2,28	2,28
Total panel	2,03	2,04	2,08

Rentabilité économique (CB retraité) (En %)

	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	11,63	10,27	11,03
Entre 10 et 20 salariés	7,56	6,65	8,51
Entre 20 et 50 salariés	7,40	5,89	8,54
> 50 salariés	5,70	5,98	8,69
Total panel	8,18	7,34	9,25

Rentabilité économique (CB retraité)



Le ratio lié à la rotation de l'actif économique est supérieure pour les entreprises de +50 salariés : ceci signifie que ces entreprises investissent plus que la moyenne du panel.

PROGRESSION
DU CHIFFRE
D'AFFAIRES DE
6,59 %
ENTRE 2011 ET 2013
SOIT SUR DEUX
ANNÉES

UN EBE
STABILISÉ À 10 %
DEPUIS 3 ANS

732
MILLIONS D'EUROS
DE CHIFFRE
D'AFFAIRES
CUMULÉ
EN 2013*

15 Conclusion de l'analyse quantitative

Nous pouvons mettre en exergue les points essentiels suivants :

- Une croissance du chiffre d'affaires de 3,04 % entre 2012 et 2013 résultant de :
 - un tassement de la croissance de l'activité en nombre de missions,
 - l'effet de seconde phase de la dernière revalorisation tarifaire pour l'activité Ambulance et VSL.
- Une baisse des frais de personnel dans le chiffre d'affaires (63,98 % en 2013 contre 64,29 % en 2012) sous le double effet opposé de :
 - l'accroissement des salaires (SMIC) et des charges sociales,
 - la baisse des charges liée au CICE.
- Les frais de personnel absorbent 81,64 % de la valeur ajoutée.
- Une augmentation de l'Excédent Brut d'Exploitation qui atteint 10,72 % du chiffre d'affaires, soit + 0,36 point en deux ans.
- Une augmentation de la profitabilité d'exploitation qui représente 4,45 % du chiffre d'affaires, soit + 0,43 point en deux ans.
- Une augmentation de la rentabilité économique qui s'élève à 9,25 %, soit + 1,07 point en deux ans.
- Un niveau d'endettement qui décroît avec un gearing de 0,83 (maximum de la norme bancaire : 1).



*SUR ÉCHANTILLON OBSERVÉ

Analyse qualitative



Analyse effectuée sur un panel de 66 sociétés pour lesquelles nous avons obtenu l'ensemble des données comptables et d'exploitation.

1 Méthodologie

Dans le cadre de l'analyse qualitative, nous avons envoyé un questionnaire à 128 sociétés du secteur du transport sanitaire. 66 questionnaires ont pu être pleinement exploités. Ces questionnaires nous ont permis de collecter de façon anonyme des données financières, mais également non financières sur les trois dernières années.

Informations financières :

- Bilan
- Compte de résultat
- Liasse fiscale

Informations non financières :

- Informations sur le chiffre d'affaires (ambulance [dont garde], VSL, taxi, autres).
- Informations sur le personnel :
 - répartition des effectifs (direction, personnel administratif, régulation, facturation, personnel roulant),
 - nombre de DEA par catégorie socioprofessionnelle.
- Informations sur les investissements de véhicules :
 - nombre de véhicules acquis par type (ambulance, VSL, taxi, autre...),
 - valeur de l'investissement,
 - mode de financement.

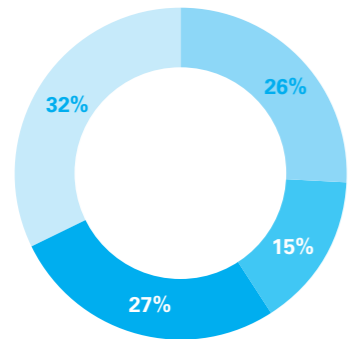
2 Périmètre du panel

Les 66 sociétés du panel réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 94 M€ en 2013.

Les entreprises appartenant à un groupe ont été ajoutées à la tranche des +50 salariés quel que soit leur effectif propre. Ainsi, 48 % du chiffre d'affaires est réalisé par les 21 sociétés de +50 salariés.

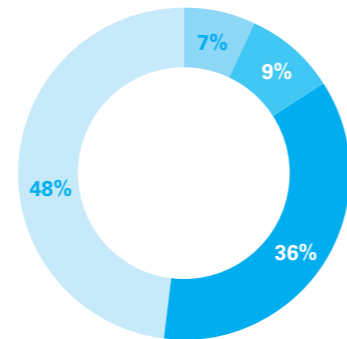
	Nombre d'entreprises du panel	C.A. 2013 (En K€)
≤ 10 salariés	17	6 165
Entre 10 et 20 salariés	10	8 396
Entre 20 et 50 salariés	18	34 388
> 50 salariés	21	45 130
Total échantillon	66	94 080

Composition du panel par typologie de société



- ≤ 10 salariés
- Entre 10 et 20 salariés
- Entre 20 et 50 salariés
- > 50 salariés

Répartition du chiffre d'affaires 2013 par typologie de société



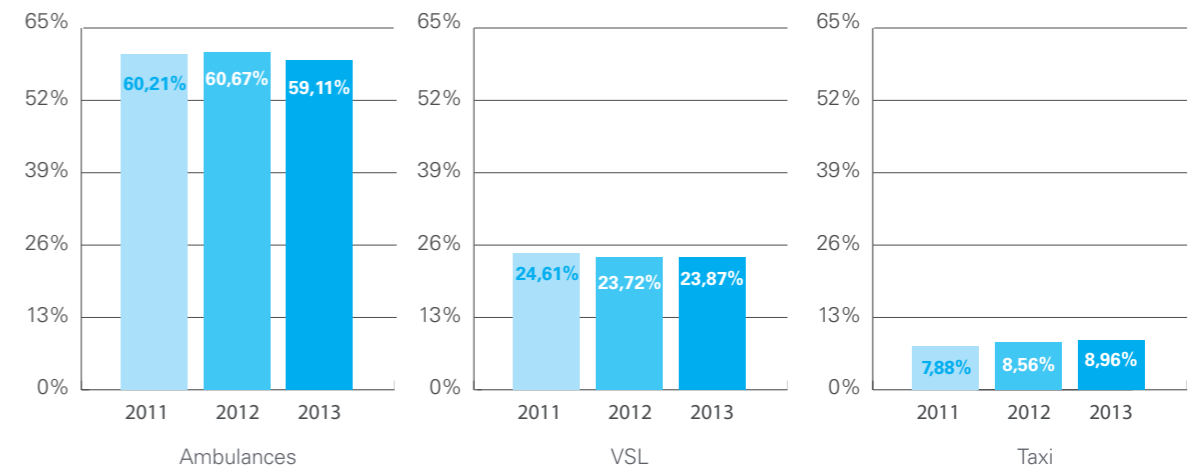
- ≤ 10 salariés
- Entre 10 et 20 salariés
- Entre 20 et 50 salariés
- > 50 salariés

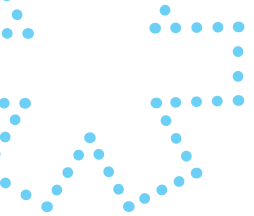
3 Répartition du chiffre d'affaires par activité

Répartition du C.A. du panel par activité sur 3 ans (En K€):

	2011	2012	2013
C.A. Ambulances	49 985	53 095	55 611
C.A. VSL	20 428	20 757	22 461
C.A. Taxi	6 542	7 491	8 430
Autres	6 060	6 167	7 578
Total	83 015	87 510	94 080

Répartition du chiffre d'affaires 2013 par typologie de société





4 Les grandes tendances

	2011		2012		2013	
	En valeurs	% du C.A.	En valeurs	% du C.A.	En valeurs	% du C.A.
C.A. en K€	83 015		87 510		94 080	
Marchandises	-3 642	-4,39	-3 721	-4,25	-3 780	-4,02
Structure	-8 322	-10,02	-8 590	-9,82	-9 185	-9,76
Véhicules	-12 654	-15,24	-13 109	-14,98	-13 793	-14,66
Masse salariale	-55 020	-66,28	-58 649	-67,02	-62 172	-66,08
Résultat financier	-604	-0,73	-219	-0,25	-472	-0,50
Résultat exceptionnel	276	0,33	373	0,43	83	0,09
Impôts	-762	-0,92	-725	-0,83	-802	-0,85
Résultat net	2 288	2,76	2 870	3,28	3 958	4,21

Les charges de personnel restent le poste le plus important du compte de résultat.

La part de la masse salariale dans le C.A. a diminué grâce au CICE. Le CICE représente 1 082 K€ sur notre échantillon, soit 1,15 % du chiffre d'affaires.

Sans le CICE, la masse salariale aurait représenté 67,23 % du C.A., soit un accroissement de 0,2 point.

Les frais de structure sont maîtrisés, ils s'établissent en baisse à moins de 10 % du chiffre d'affaires.



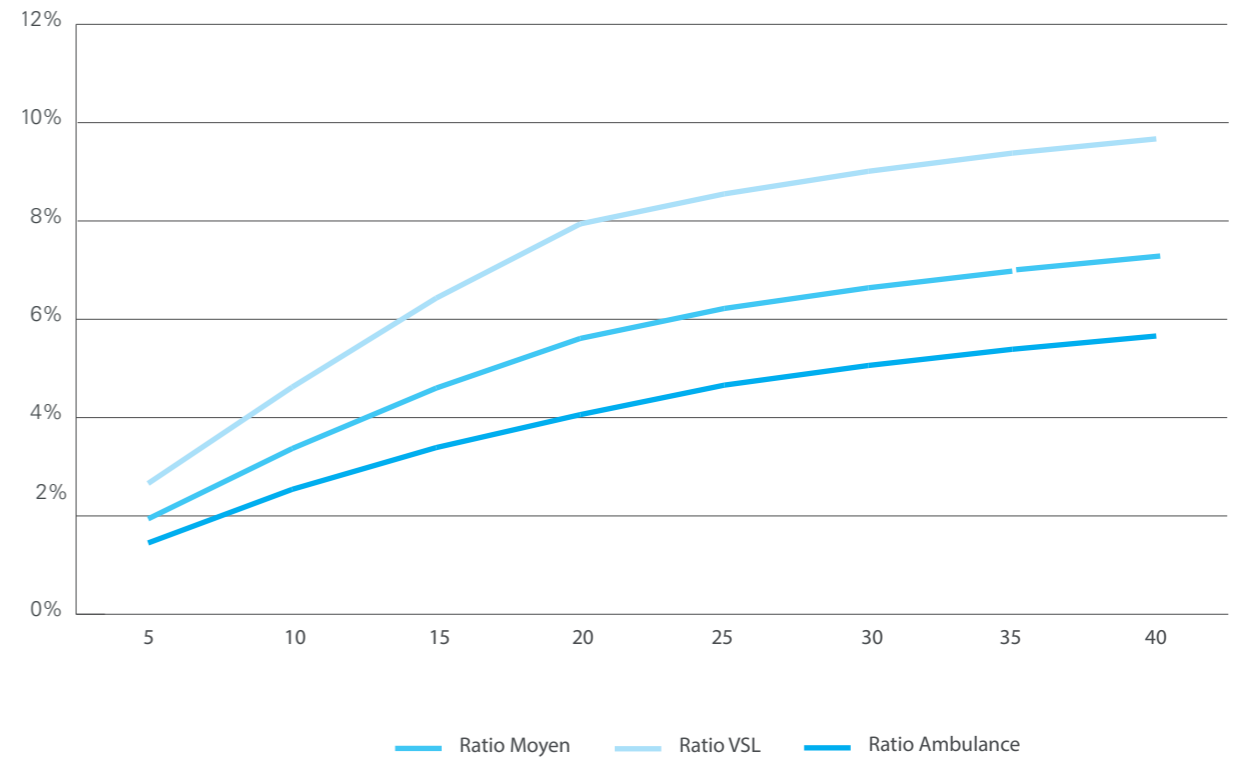
5 Compte de résultat agrégé

	2011		2012		2013	
	En valeurs	% du C.A.	En valeurs	% du C.A.	En valeurs	% du C.A.
C.A. en K€	83 015		87 510		94 080	
Carburant	4 576	5,51	5 000	5,71	5 098	5,42
Coût de l'investissement (DAP, CB, Loc)	5 266	6,34	4 981	5,69	5 360	5,70
Entretien	2 184	2,63	1 981	2,26	2 174	2,31
Autres (assurances, petit équipement)	628	0,76	1 147	1,31	1 160	1,23
Total coût des véhicules	12 654	15,24	13 109	14,98	13 793	14,66

Le montant des coûts des véhicules est en constante hausse depuis 2011 : + 9 % pour atteindre 13 793 K€ en 2013. On constate une reprise des investissements en 2013 après la baisse significative de 2012. Le niveau d'investissement de 2013 est sensiblement identique à celui de 2011. Toutefois, le niveau d'investissement constaté ne permet pas de procéder au renouvellement standard du

parc compte tenu de l'utilisation intensive des moyens (durée de renouvellement souhaitable : Ambulance : 4 ans – VSL et Taxis : 3 ans). La part de ces coûts dans le chiffre d'affaires continue de baisser entre 2012 et 2013 de 0,32 point.

Évolution du coût du carburant (en % du C.A.) en fonction du nombre de km parcourus



Le graphique ci-dessus indique le poids estimé du budget carburant dans le chiffre d'affaires pour l'ambulance et le VSL ainsi que la moyenne constatée en fonction du poids respectif des activités dans le C.A. global.



Taux de valeur ajoutée : richesse créée par l'entreprise

Échantillon de 66 sociétés

Valeur ajoutée (En K€)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	3 943	4 240	4 449
Entre 10 et 20 salariés	5 693	5 946	6 314
Entre 20 et 50 salariés	24 136	24 700	26 052
> 50 salariés	30 069	32 616	36 247
Total échantillon	63 842	67 501	73 062

Taux de valeur ajoutée (En %)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	71,75	72,45	72,17
Entre 10 et 20 salariés	75,23	74,43	75,20
Entre 20 et 50 salariés	75,70	76,07	75,76
> 50 salariés	78,99	79,16	80,32
Total échantillon	76,90	77,14	77,66

La valeur ajoutée a été retraitée des charges de crédit-bail et des prestations holding.

La valeur ajoutée augmente en valeur de plus 14,4 % entre 2011 et 2013.

Le taux de valeur ajoutée reste globalement stable de 2011 à 2013 autour de 77 %.



Frais de personnel/chiffre d'affaires

Échantillon de 66 sociétés

Frais de personnel retraités en K€

	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	3 090	3 399	3 697
Entre 10 et 20 salariés	4 587	4 994	5 031
Entre 20 et 50 salariés	20 532	21 202	22 143
> 50 salariés	26 810	29 053	31 301
Total	55 020	58 649	62 172

Le coût du personnel comprend :

- Les salaires bruts de l'ensemble du personnel roulant et de structure.
- Les salaires bruts de la direction.
- Les charges sociales et fiscales sur salaires.
- Les taxes sur les salaires.
- Les frais de formation (y compris la taxe).
- Les frais de déplacements.
- Les frais de personnel refacturés par les sociétés mères auprès des filiales dans le cas des sociétés faisant partie d'un groupe.
- Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE).

Les charges de personnel augmentent de 13 % entre 2011 et 2013 passant de 55 M€ en 2011 à 62 M€ en 2013.

Cette évolution résulte des recrutements effectués, de l'évolution des minima sociaux et des charges sociales.

Cet accroissement est nuancé par la mise en place du CICE en 2013 (1,74 % des frais de personnel en 2013).



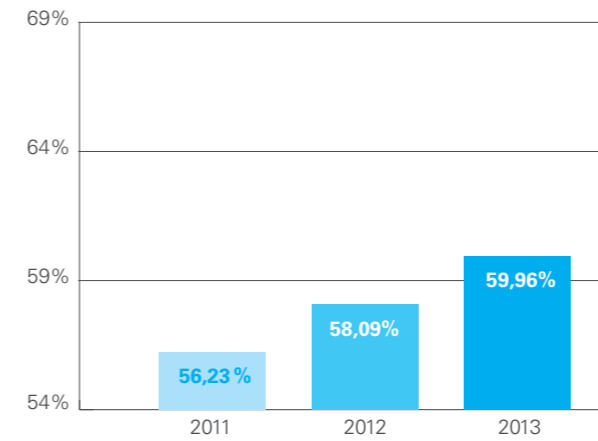
Part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires

Quote-part des frais de personnel dans le C.A.

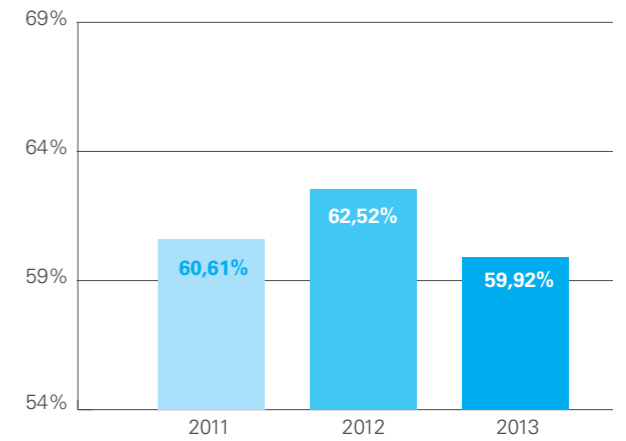
	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	56,23 %	58,09 %	59,96 %
Entre 10 et 20 salariés	60,61 %	62,52 %	59,92 %
Entre 20 et 50 salariés	64,40 %	65,30 %	64,39 %
> 50 salariés	70,43 %	70,52 %	69,36 %
Total échantillon	66,28 %	67,02 %	66,08 %

Les frais de personnel représentent 66,08 % du chiffre d'affaires en 2013 contre 67,02 % en 2012, soit -0,94 point.

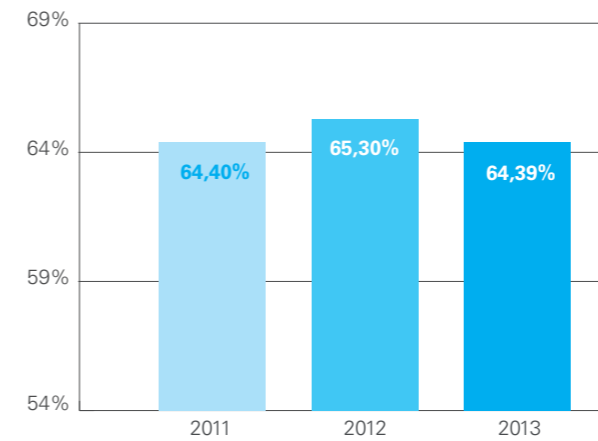
≤ 10 salariés



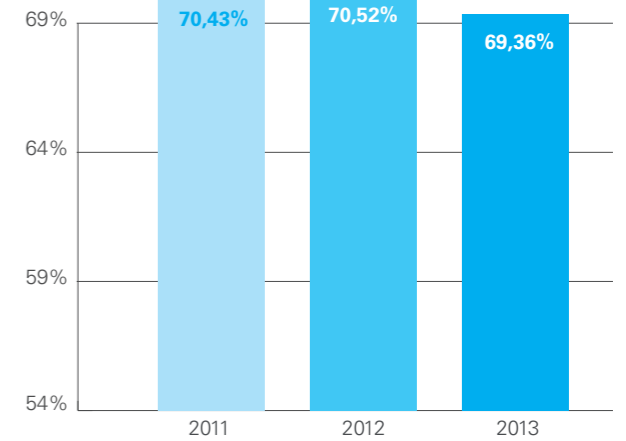
Entre 10 et 20 salariés



Entre 20 et 50 salariés



> 50 salariés



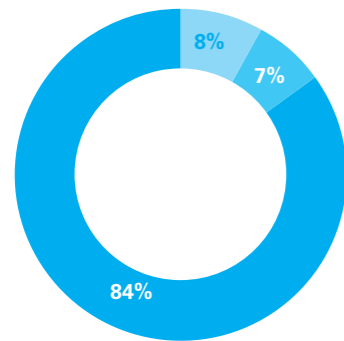
9 Répartition du personnel et nombre de DEA

Échantillon de 66 sociétés

Quote-part des DEA

	Direction + Administratif	Régulation	Roulant	Total
Nombre de salariés	74	67	763	904
Nombre de DEA	34	28	480	541
Quote-part de DEA	8 %	7 %	84 %	60 %
Constat effectué en N-1	32 %	36 %	64 %	59 %

Répartition du personnel



Direction + Administratif
Régulation
Roulant

Le personnel "roulant" représente 84,4 % des effectifs.

Les salariés titulaires d'un DEA constituent 60 % des effectifs globaux des entreprises observées.

La quote-part de personnel affectée à la régulation est de 7,5 % de l'ensemble.

La quote-part de personnel affectée aux tâches administratives est de 8,1 % de l'effectif global.

10 La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires

Échantillon de 66 sociétés

EBE retraité (En K€)	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	825	927	914
Entre 10 et 20 salariés	1 086	898	1 205
Entre 20 et 50 salariés	3 767	3 747	4 216
> 50 salariés	2 779	3 149	4 420
Total échantillon	8 457	8 722	10 756

Part EBE dans le C.A.	2011	2012	2013
≤ 10 salariés	15,00 %	15,84 %	14,83 %
Entre 10 et 20 salariés	14,36 %	11,24 %	14,36 %
Entre 20 et 50 salariés	11,82 %	11,54 %	12,26 %
> 50 salariés	7,30 %	7,64 %	9,79 %
Total échantillon	10,19 %	9,97 %	11,43 %

L'EBE a été retraité des charges de crédit-bail.

La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires augmente de 1,46 point entre 2012 et 2013.

L'EBE s'élève à 11,43 % du chiffre d'affaires.

On observe une forte disparité en fonction de la taille des entreprises, ceci peut être lié aux formes juridiques.

En effet, au sein des entreprises de moins de 10 salariés, on compte des entreprises individuelles dans lesquelles la rémunération du dirigeant n'est pas toujours constatée dans les comptes annuels.

11 Focus sur les investissements en véhicules et leur mode de financement

Le renouvellement des ambulances semble avoir été prioritaire en 2013.

Il est important de constater que les dossiers de financement paraissent plus difficiles à faire accepter par les établissements bancaires.

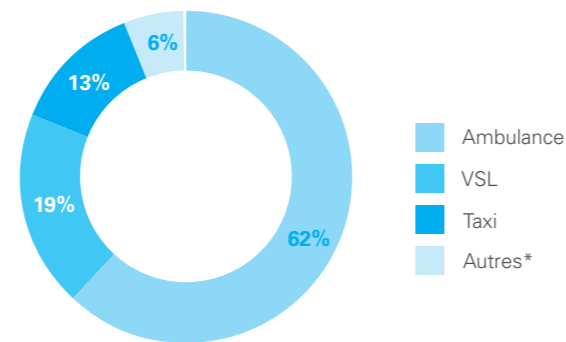
Le niveau d'EBE dégagé, 11 % du chiffre d'affaires, permet juste de faire face au renouvellement des investissements et au coût financier lié.

Le niveau d'investissement normatif par rapport au chiffre d'affaires peut être considéré comme suit :

- Ambulance : 10-12 %
- VSL : 9-10 %
- Taxi : 8 %.

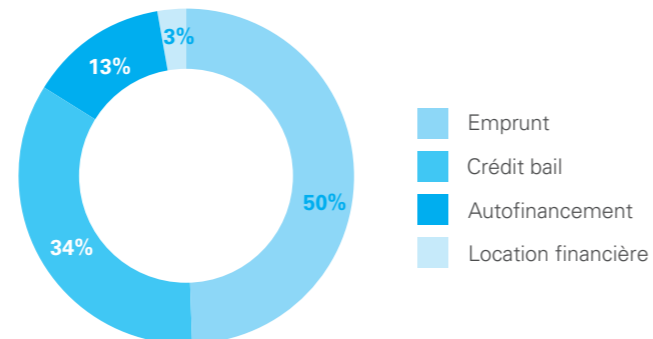
Le niveau d'investissement annuel normatif devrait représenter 9 à 10 % du chiffre d'affaires (frais financiers compris).

Types d'investissement	En %
Ambulance	62,10
VSL	19,15
Taxi	12,78
Autres*	5,98
Total	100



* Transport de personnes, transport de corps, transport d'enfants, TPV...

Mode de financement	En %
Emprunt	49,66
Crédit-bail	34,39
Autofinancement	13,35
Location financière	2,60
Total	100

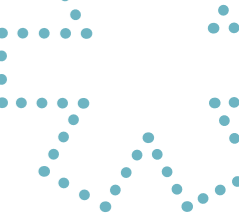


12 Conclusion de l'analyse qualitative

Nous pouvons relever les points essentiels suivants sur l'échantillon observé :

- Une typologie d'activité qui évolue lentement :
 - une part de l'ambulance qui diminue pour atteindre 59,11 % du chiffre d'affaires total,
 - une part du taxi qui s'accroît pour atteindre 8,96 % du chiffre d'affaires total,
 - une part du VSL qui décroît pour atteindre 23,87 % du chiffre d'affaires total.
- Des frais de personnel qui diminuent en 2013 pour atteindre 66,08 % du chiffre d'affaires. Le CICE a permis de réduire ce poste de charge et de retrouver un niveau de frais de personnel proche de celui de 2011. Le CICE représente environ 1/3 du résultat réalisé en 2013. Il passera de 4 % en 2013 à 6 % en 2014 mais pourrait être supprimé ou refondu à compter de 2015. Quid de l'impact de cette suppression sur les entreprises du secteur ?
- L'évolution du coefficient d'amplitude est stabilisée, 90 % en journée et 75 % pour les périodes de permanence, le coût moyen horaire du personnel roulant se situe autour de 18,50 € par heure amplitude.
- Des coûts véhicules stables qui représentent 15 % du chiffre d'affaires avec un niveau d'investissement qui se redresse sans toutefois permettre d'être plus conforme à un renouvellement régulier du parc.

Conclusion générale



Cet Observatoire 2014 met en avant les efforts consentis par les entreprises du secteur pour mieux gérer leur activité. Il met également en relief le fort impact du CICE qui permet d'endiguer la baisse inéluctable constatée des résultats depuis de nombreuses années.

On retient principalement pour cette année 2013.

- **Une croissance du chiffre d'affaires global de + 3,04 %** entre 2012 et 2013.
Elle est liée à la hausse tarifaire de février 2013 et à l'augmentation du volume global proche de 2 %.
- **Un taux de valeur ajoutée retraité qui reste stable** à hauteur de 77 %.
La revalorisation tarifaire, la relative stabilité du coût du carburant et la maîtrise des charges externes en sont les principaux facteurs.
- **Une augmentation des frais de personnel en valeur de + 2,54 %** entre 2012 et 2013, mais une baisse de la part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires liée à l'impact du CICE.
- **En conséquence, la part de l'EBE dans le chiffre d'affaires augmente de 1,07 point.** Il passe de 9,65 % en 2012 à 10,72 % en 2013. Un ratio de 15 % permettrait d'investir dans un outil de travail plus performant et en conformité avec les exigences des donneurs d'ordre. Il permettrait également de rémunérer normalement le capital investi. Dans un environnement où les hausses

tarifaires permettent d'absorber, au plus, l'accroissement des frais de personnel et du carburant, ce ratio ne peut progresser qu'en réalisant des économies d'échelle et des gains de productivité.

- **Le résultat net s'améliore.** Il est la résultante de la croissance du chiffre d'affaires, de la maîtrise des charges externes, du CICE permettant de contribuer à maîtriser l'évolution des frais de personnel, et d'un investissement encore en dessous des standards exigés.
- **La politique de renouvellement du parc semble commencer à reprendre un rythme plus normal en 2013**, ce qui est indispensable pour répondre aux attentes des partenaires au sein de la chaîne de soins. Le coût lié à l'investissement devra retrouver un niveau se situant autour de 9 % du chiffre d'affaires au cours des années à venir.
- **Le niveau d'endettement a tendance à diminuer pour atteindre un gearing de 0,83.** Il convient de réduire significativement ce ratio d'endettement (dettes bancaires/fonds propres). On observe de plus en plus d'entreprises de transport sanitaire éprouvant des difficultés à faire financer le renouvellement de leur parc par les établissements bancaires.

KPMG

Marc Basset, Associé,
Responsable du secteur Transport sanitaire
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
Tél. : +33 (0)1 55 68 23 14

kpmg.fr

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est une société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance au capital social de 5497 100 euros.

775 726 417 RCS Nanterre. Siège social: Immeuble Le Palatin, 3 cours du Triangle, 92939 Paris La Défense Cedex.

KPMG S.A. est membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative ("KPMG International"), une entité de droit suisse. KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2014 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG, le logo et "cutting through complexity" sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. Imprimé en France.

Conception - Réalisation : Direction de la communication - VM Communication - Septembre 2014.

Crédit photos : Shutterstock – iStock